

## CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Bouteflika glorifie son bilan  
dans le silence

*C'est finalement d'une manière tout à fait routinière que Abdelaziz Bouteflika marquera le Cinquenaire de l'indépendance : tout juste des activités protocolaires qu'exige le protocole officiel de la République en cette date symbole de la fête de l'indépendance.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Après donc le traditionnel recueillement à la mémoire des martyrs et le dépôt d'une gerbe de fleurs en leur hommage au sanctuaire des Martyrs, Bouteflika se dirigea au ministère de la Défense nationale où il a présidé la classique cérémonie de remise de grades aux nouveaux officiers supérieurs promus de l'armée.

Pas d'annonces «spectaculaires», ni même le moindre discours à l'occasion, comme d'aucuns s'y attendaient. Il faut toutefois reconnaître que Bouteflika, qui n'est pas très porté sur les dates anniversaire, n'a nullement retenu de telles «sorties» dans son agenda,

lui qui, en treize années d'exercice du pouvoir, n'a jamais rien annoncé d'importants lors de ce genre d'occasion.

L'homme qui se sait désormais à l'abri des grandes turbulences qui ont dévasté le monde arabe depuis janvier 2011, revient à un mode normal de gestion des affaires de l'Etat. Plus de plan d'urgence comme celui lancé en mars 2011 pour financer un gigantesque programme de création d'emplois, d'octroi de crédits sans conditions et sans limites pour se prémunir de toute éventuelle contestation.

Plus de «générosité» en termes d'augmentations salariales comme c'était le



Bouteflika à la cérémonie des festivités du Cinquenaire à Sidi Fredj.

cas en 2011 et pour les mêmes motifs, le gouvernement préparant même un plan d'austérité qui ne dit pas son nom.

C'est dire qu'au plan politique davantage encore, rien n'oblige Bouteflika à consentir des concessions ou à faire de grandes annonces, lui qui avait tout misé sur les

dernières élections législatives. Des législatives que les Américains, notamment, ont jugé «satisfaisantes», ce qui se traduit, pour Bouteflika, par la certitude de ne plus subir de fortes pressions internationales, les seules qu'il redoute vraiment en fait. C'est d'ailleurs tellement manifeste comme

constat qu'il n'a même pas jugé utile de revoir la composition du gouvernement Ouyahia.

Le Cinquenaire, Bouteflika en fait une occasion, encore une autre, de glorifier son propre bilan à la tête du pays.

La cérémonie inaugurale des festivités du cinquante-

naire, organisée dans la soirée de mercredi dernier au centre des arts de Sidi Fredj à Alger, en est la parfaite illustration.

L'homme, Bouteflika, est «fêté» plus que tout le reste ! Il n'y en avait presque que pour lui avec, surtout, une chorégraphie onéreuse qui nous apprendra, par exemple, que «la décennie noire» était juste une période dans l'histoire de l'Algérie indépendante durant laquelle il y avait «une grande méfiance entre les Algériens» !

Selon cette malheureuse séquence de ladite chorégraphie, il n'y avait ni terroristes, ni victimes. Ni agresseurs ni agressés. Il n'était question que d'un étrange «malentendu» national qui s'était abattu sur le pays et dont nous débarrassera une divine «politique de réconciliation nationale de son excellence le président Abdelaziz Bouteflika» !

K. A.

## LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT ENNAHDA EN COLÈRE

Rebaï crie à un complot  
contre la mouvance islamiste

*Le secrétaire général du mouvement Ennahda est en colère. Et ce ne sont pas les raisons qui manquent, lui qui évoque une véritable campagne de dénigrement, un «complot» mené par des cercles loin d'être occultes via des médias qui leur sont «inféodés».*

**M. Kebci- Alger (Le Soir)** - Une campagne qui ne vise pas que son propre mouvement, puisque elle cible la mouvance islamiste dans son ensemble, notamment son porte-étendard, l'Alliance de l'Algérie Verte. C'est ce qu'a affirmé Fateh Rebaï, hier vendredi, dans son allocution d'ouverture d'une session ordinaire du conseil consultatif du mouvement, lui qui a parlé d'une volonté de faire passer le courant islamiste dans sa globalité pour un courant d'obédience intégriste ou, plus grave encore, terroriste.

Pour l'orateur, le dernier acte en date de cette stratégie diabolique, orchestrée via des médias bien précis, n'est autre que cette «accusation dénuée de tout fondement» quant à une prétendue candidature comme tête de liste du triumvirat islamiste à l'occasion des législatives du 10 mai dernier dans la wilaya d'Illizi, du cerveau du dernier attentat terroriste ayant ciblé le commandement régional de la Gendarmerie nationale à Ouargla.

Et de relater sa version : «Le concerné, un certain Mohamed Azeoui qui devait d'ailleurs prendre part à la session du conseil consultatif du mouvement, qui est issu d'une famille bien

connue et au militantisme au sein du mouvement tout aussi bien avéré, n'a jamais fait l'objet d'un quelconque rejet de la part de l'administration.»

Le comble, dira-t-il, est que ni le journal en question ni la chaîne satellitaire éponyme n'ont daigné faire cas de la mise au point qui leur a été adressée, se réservant le droit d'estimer en justice les deux supports médiatiques puisque, pour une fois, estimera-t-il, «nous ne nous contenterons pas de la simple condamnation de ce comportement médiatique extrémiste».

Et parce que le pays vit au rythme de la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire du recouvrement de son indépendance, Rebaï n'a pas manqué de dresser le bilan, le sien, de ces 50 ans qui, s'il dira reconnaître des réalisations et bien d'autres acquis, désapprouvera néanmoins le mode d'emploi de ces festivités chèrement payées avec l'argent du contribuable.

Ainsi, s'il trouve raisonnables les diverses facettes de célébration et de reconnaissance aux martyrs et autres moudjahidine pour leurs sacrifices, le SG d'Ennahda dénoncera et le caractère budgétivore des festivités et la nature de ces dernières faites,



Fateh Rebaï, SG d'Ennahda.

selon lui, de coûteux concerts de chants et de danses. Pour lui, «il aurait été beaucoup plus intéressant d'injecter ces faramineux budgets dans des actions de bienfaisance à l'endroit des franges pauvres et démunies de la société ou de financer des films qui transmettront aux futures générations les mémorables épopées de leurs aïeux à même de leur inculquer le sens du sacrifice dont elles ont besoin pour construire leur avenir».

Un avenir qui, selon Rebaï, ne saurait se concevoir sans un bilan sans détour ni passion de ces 50 années d'indépendance. Et de lancer dans ce sillage des interrogations, de fausses interrogations car aux réponses négatives évidentes, pour lui, bien entendu. Le rêve des martyrs d'une République algé-

rienne démocratique et sociale dans le cadre des principes islamiques, comme mentionné dans la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, s'est-il réalisé ? L'Algérie fait-elle partie du lot des pays développés comme ceux ayant acquis leur indépendance en même temps ou au contraire à la traîne du peloton ? Comment est notre économie ?

Qu'en est-il des libertés ? Vivons-nous dans la diversité et la démocratie ou au contraire subissons-nous une simple démocratie de façade ? Est-ce que la génération «tab djnanha» est prête à transmettre le flambeau aux générations post-indépendance, conformément à ce qu'acquiescent le multipartisme, la démocratie et l'alternance pacifique au pouvoir ? Et parce que ce sont de fausses

questions, Rebaï a aussitôt entamé d'y répondre négativement. L'occasion pour lui de parler d'abord d'une économie fragile en proie à des secousses à tout instant, dépendante qu'elle est de la seule rente pétrolière, la corruption financière et administrative au point de menacer l'économie et les richesses nationales comme jamais auparavant.

Ceci avant qu'il ne fasse le bilan politique de ces 50 ans d'indépendance, un bilan dont la halte du 10 mai dernier semble constituer pour lui le baromètre suffisant en ce sens que cette «mascarade», comme il qualifie les législatives de ce jour-là, continue à peser de tout son poids sur le double plan officiel et populaire.

Et mettre le retard accusé dans la composition d'un nouveau gouvernement sur le compte d'un «caffouillage au sein des plus hauts centres de décision» et d'y voir «une perte de boussole en matière de maîtrise des événements».

Poursuivant son réquisitoire, le SG d'Ennahda relèvera aussi la perte de confiance du citoyen en les institutions de l'Etat du fait, selon lui, du glissement dangereux vers l'illégitimité.

D'où la nécessité pour lui de retrouver la légitimité populaire, inévitable, qui ne saurait se faire sans une nouvelle Constitution, la révision de la loi électorale et celle sur les partis avant l'organisation de véritables élections libres et transparentes.

M. K.